



AFRIQUE/TUNISIE - A Tunis, premier Bureau national pour l'Afrique du Nord du Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'homme

Tunis (Agence Fides) – Le premier Bureau national pour l'Afrique du Nord du Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'homme (HCDH) sera ouvert à Tunis. L'accord a été signé hier, 14 juillet, par le Ministre des Affaires Etrangères tunisien, Mohamed Mouldi el Ke'fi, et par le Haut-Commissaire de l'HCDH, Mme Navanethem Pillay, originaire d'Afrique du Sud en visite à Tunis. L'Archidiocèse de Tunis a également accueilli de manière particulièrement favorable l'ouverture de la nouvelle structure, un événement que l'Archevêque, S.Exc. Mgr Maroun Lahham a qualifié, selon ce qu'indique l'Aide à l'Eglise en Détresse (AED), de « signe décidément positif, une nouvelle confirmation que nous avons entrepris la juste marche vers la démocratie. Après la Révolte des Jasmins, nous sommes parvenus à des résultats dont nous ne rêvions même pas. Auparavant, la population avait peur de ceux qui étaient au pouvoir. Désormais, c'est le gouvernement qui se préoccupe de ce que désirent les citoyens ».

Des expressions de grande satisfaction proviennent également du Ministre des Affaires Etrangères, Mohamed Kefi : « Finalement, nous posons les bases d'une démocratie solide et nous entrons dans les différents mécanismes de l'ONU. De cette manière, nous continuons à poursuivre les nobles objectifs qui ont porté à la révolution, brisant tout lien avec la ligne politique du régime de Zine al Abidine Ben Ali ». Le bureau de Tunis suit l'adhésion au Statut de Rome relatif à la Cour pénal international, traité signé par la Tunisie le 25 juin dernier qui implique l'acceptation d'une législation supranationale en matière de crimes de guerre, de génocide et de crimes contre l'humanité. « Etant le premier Pays d'Afrique du Nord à ratifier le Statut – a commenté le Secrétaire général de l'ONU, le coréen Ban Ki-Moon – la Tunisie a donné la preuve d'être en première ligne dans la lutte contre l'impunité. Une démarche fondamentale, surtout si elle est lue à la lumière des événements dont le pays a été protagoniste cette année ». (SL) (Agence Fides 15/07/2011)